



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

E'mail : communistes@sitecommunistes.org

04/05/2023

Ni pause ni compromis :

Retrait de la réforme des retraites, augmentations de salaires... nous les arracherons par la lutte.

Depuis 3 mois, les 12 journées de manifestations ont mobilisé entre 1 et 3 millions de salariés, de chômeurs, de jeunes, de retraités avec un nombre de manifestants particulièrement élevé dans les petites et moyennes villes. Depuis plusieurs décennies, jamais un gouvernement n'a fait face à un tel niveau d'opposition et de rejet.

Le 1^{er} mai a été impressionnant 2,3 millions de manifestants ...c'est le signe d'une colère qui ne s'altère pas, d'une détermination à ne pas tourner la page d'une réforme rejetée qui ne faiblit pas. 94% des actifs sont toujours opposés à la réforme et 65% de la population pour un blocage de l'économie. Le mot d'ordre n'a pas changé, *ni pause, ni compromis : la lutte jusqu'au retrait*. 75% de mécontent contre Macron, plus 3% en une semaine dont 45% de très mécontents une haine et une détestation du Président qui n'a été élu que par 38,52 % des inscrits..., un rejet épidermique et viscéral s'ancre pour un français sur deux.

Réunie mardi, l'intersyndicale accouche simplement d'une 14^{ème} mobilisation le 6 juin, en décalage total avec la colère exprimée ce 1^{er} mai par les 2,3 millions manifestants. L'intersyndicale veut aller au « *cycle de concertations* » annoncé par le gouvernement pour « *rappeler [son] refus de la réforme des retraites* » mais aussi pour « *travailler à des propositions intersyndicales communes [...] en matière de salaires, de conditions de travail, ...* » laissant la voie au tant désiré, par le pouvoir, le patronat et les syndicats réformistes « *dialogue social* ». Pour tous ceux qui se battent, il est impossible d'aller autour d'une table discuter avec le gouvernement sans mettre la pression et d'agir en fonction du calendrier parlementaire et du *tempo* fixé par Macron et son gouvernement. D'autant que la Première ministre a fixé la feuille de route du Gouvernement, au conseil des ministres du 23 avril 2023, qui développe les priorités fixés par Macron. Bruno Lemaire, lui aussi, annonce la couleur et déclare « *nous sommes en mesure de faire passer des réformes structurants pour le pays* ». Il annonce « *plusieurs milliards d'économies* » pour le budget 2024 et réaffirme l'objectif de réduire le taux de dépenses publiques à 54 % du PIB en 2027. Dans le viseur, pour y parvenir, les dépenses sociales.

Le gouvernement est à l'offensive pour de nouvelles attaques contre les droits des salariés. Il veut également accélérer son projet de conditionner le RSA à du travail gratuit, ainsi que la réforme des lycées professionnels pour répondre aux besoins des entreprises et leur fournir une main d'œuvre gratuite.... L'offensive autoritaire et à la répression se déchaîne pour étouffer la colère et la France. Elle vient d'être épinglée et critiquée à l'ONU lors de l'examen de la situation des droits de l'homme sur la répression, le Liechtenstein a même demandé une enquête indépendante sur les excès de la répression, des pays sont intervenus également pour dénoncer les atteintes aux droits des immigrés, la France est également épinglée sur les droits des femmes.

Fait majeur, la dégradation du niveau de vie des français s'accélère

L'inflation atteint 17% sur les produits alimentaires, du jamais vu, contraignant de plus en plus de personnes à se serrer la ceinture. 42% des Français les plus pauvres ont supprimé un repas, faute de moyens, restriction qui concerne tous les profils : les précaires, comme les étudiants, les retraités, les mères isolées. Le nombre de bénéficiaires des aides du Secours Populaire, des Restos du Cœur a augmenté de plus de 22% en un an. Dans le bâtiment on a -30% de permis de construire et -13% de mises en chantier.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) estime que l'inflation galopante va faire que plus de 345 millions de personnes à travers le monde seront confrontées à des niveaux de crise d'insécurité alimentaire en 2023, 43 millions sont au bord de la famine.

Pour le pouvoir pas question d'augmenter les salaires, les bourses, les indemnités chômage, le RSA, les pensions et de les indexer sur les prix. Macron mène la politique dictée par le patronat et l'inflation est une mine d'or pour les capitalistes. Selon la Banque centrale européenne (BCE), les marges bénéficiaires des entreprises européennes ont alimenté l'inflation. Certaines entreprises⁽¹⁾ ont augmenté leurs prix, parfois plus que leurs coûts. Au détriment des salariés et des consommateurs

La loi fondamentale du capitalisme c'est la recherche permanente du profit maximum il ne recule devant rien pour y arriver tous les moyens sont bons. Dans plusieurs pays d'Europe et du monde une vague de grèves se développent.

Un mois de mai combatif : Allemagne, France, Royaume-Uni, Canada, Portugal, Espagne, Grèce.. L'Europe n'a pas connu un tel scénario de grandes grèves simultanées dans plusieurs pays depuis au moins une décennie, la colère s'étend. La lutte des classes est de retour pour ceux qui pensaient l'avoir enterré. La prise de conscience des salariés que seule la lutte permettra des conquêtes sociales a progressé. L'idée que seules les luttes qui attaquent le capital et ses profits permettront de le faire reculer gagne du terrain, la responsabilité du capitalisme commence à être posée.

En France, la lutte a franchi un pas après le passage en force de la réforme par le 49.3. Les manifestations spontanées ont rompu avec les journées de grève conditionnées par le calendrier parlementaire. Des actions, des luttes pour les salaires ont lieu tous les jours sur tout le territoire et dans les entreprises c'est le seul chemin pour obtenir satisfaction comme le démontre les revendications gagnantes

Pour faire reculer Macron, il n'y a rien à attendre du Conseil Constitutionnel, des institutions taillées pour servir les intérêts du capital. Le sort réservé par le Conseil Constitutionnel au référendum d'initiative partagée (RIP) le montre. Rien à attendre non plus de la proposition de loi visant à abroger la réforme des retraites déposée par les députés du groupe LIOT, qui sera examiné le 8 juin à l'Assemblée nationale.

La situation économique et politique soulève d'énormes questions, nombreux sont celles et ceux qui sont à la recherche d'une solution qui réponde à leurs préoccupations.

Nous avons créé le Parti Révolutionnaire Communistes pour mener le combat contre le capitalisme et c'est ce combat que nous voulons poursuivre jusqu'à son renversement. Rejoignez ce combat.

¹ Exemple le chiffre d'affaire des 16 plus grands constructeurs automobile est de 1868 milliards de chiffres d'affaires, +18% en 1 an. Le bénéfice d'exploitation est de 156,7 milliards +15,7% (Renault + 58,5 Stellantis 31,7%) alors que les ventes reculent de 2,7%.